



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

HALTE A LA REPRESSION ET AUX VIOLENCES POLICIERES

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 04 / 07 / 2019

Plusieurs dizaines de jeunes, assis sur le Pont de Sully à Paris pour manifester pour le climat, ont été gazéEs par la police à bout portant, en plein visage. À Nantes, lors de la Fête de la musique, elle a attaqué avec chiens, matraques, grenades lacrymogènes. Des centaines de personnes ont fui et 14 personnes ont été repêchées dans la Loire, et une quinzisième a disparu.

Neuf militants de la CGT de PSA Poissy ont été condamnés à 9 mois de prison avec sursis, accusés d'une soi-disant séquestration de 17 minutes dans le cadre d'une mobilisation sociale du personnel. Les grévistes de la Poste des Hauts-de-Seine sont régulièrement convoqués au commissariat, voire gardés à vue, alors qu'il s'agit d'un conflit du travail. Les migrantEs sont entassés dans des centres de rétention administrative, dans des conditions scandaleuses.

Le New York Times dénonce « une restriction permanente des droits constitutionnels des citoyens français ».

Une généralisation de la répression policière

Il y a dix ou quinze ans, la répression et les violences policières étaient principalement dirigées contre

les jeunes des quartiers populaires, en particulier les populations victimes du racisme et, dans une moindre mesure, contre les militants du mouvement social. Aujourd'hui, tout le monde peut être la cible des forces de l'ordre ou de la justice, même des personnes qui dansent le jour de la Fête de la musique...

Les dirigeants européens persécutent les migrants. Carola Rackete et Pia Klemp, capitaines de bateau, sont menacées de prison en Italie pour avoir sauvé la vie à des migrants en danger de noyade. Et on nous parle de « société humaine » !

Les forces de police se croient tout permis
Même lorsque des policiers blessent ou tuent des civils, il n'y a aucune sanction. Macron avait lui-même déclaré « Ne parlez pas de "répression" ou

de "violences policières", ces mots sont inacceptables dans un État de droit. » Cela démontre le soutien sans faille du gouvernement à sa police. En retour, celle-ci intervient de plus en plus directement et régulièrement dans les luttes sociales mais aussi dans nos vies quotidiennes.

Ce n'est pas par hasard : Macron veut imposer une situation sociale de plus en plus insupportable, des réformes de plus en plus injustes...

Ce sont ces injustices qui produisent les révoltes, comme celle des Gilets jaunes, les mobilisations pour le climat, contre les licenciements. Mais aussi les batailles quotidiennes que chacun mène pour se défendre face à une organisation du travail, des

conditions de vie de plus en plus contraignantes, insupportables.

La répression, un outil contre les révoltes

Le moindre espace de la société devient un enjeu de rentabilité. Et pour faire sauter tous les verrous de protection sociale, le gouvernement a besoin de décupler la répression.

La seule conclusion, c'est qu'on ne peut plus espérer revenir à une phase de compromis social, d'un donnant-donnant souvent

illusoire. Les attaques vont se multiplier, notre situation va se dégrader de plus en plus en raison de la crise profonde du capitalisme. La seule solution : renverser ce système, en finir avec l'exploitation et la recherche effrénée du profit. Et construire, dès aujourd'hui, les mobilisations contre la répression et les attaques gouvernementales et patronales contre l'éducation, les retraites, l'assurance chômage, les migrantEs ... Il faut s'y atteler toutEs ensemble !

LES POLICIERS SONT FATIGUÉS



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook



LES FUSIONS XXL PRÉPARENT DES ATTAQUES XXL

De Carlos Ghosn, l'ex-PDG voyou de Renault en prison, à l'héritier de la famille Agnelli, propriétaire historique de Fiat, proposant puis retirant une fusion « à parité » avec Renault, rebondissements, trahisons, démissions sont encore possibles au prochain épisode. Ce sont des oppositions entre capitalistes qui ont fait capoter aujourd'hui le projet. Nissan mis hors jeu du marchandage refusait la fusion entre Fiat et Renault. Fiat recherche sur le marché mondial une fusion depuis plusieurs années, Renault aussi. C'est qu'il faut aller à marche forcée vers les voitures électriques et autonomes. Ces nouveaux investissements ne doivent pas faire baisser les dividendes promis aux actionnaires. Une méga fusion ne ferait pas de détail entre Fiat et Renault : les patrons savent négocier entre eux. Pour ne pas faire les frais de cette casse sociale, l'heure est à la solidarité entre nous, les salariés, de Fiat comme de Renault.

LE GRAND NETTOYAGE DU CODE DU TRAVAIL

Les représentants patronaux des entreprises de propreté ont rencontré le 3 juillet Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat à l'égalité hommes-femmes. Leur objectif : profiter le plus rapidement possible de toutes les « souplesses » ouvertes par les ordonnances Macron (loi travail), notamment faire travailler la nuit le personnel de nettoyage. Ce sont souvent des femmes seules, précarisées et exploitées qui sont obligées de cumuler plusieurs petits boulots pour survivre. Selon les entreprises donneurs d'ordre, le nettoyage en horaire normal entraîne une perte de productivité de leurs salarié(e)s. Et pour leurs dividendes, les actionnaires exigent que les indicateurs soient toujours dans le vert. Quitte à rendre impossibles les conditions de vie de celles et ceux qui ont déjà un travail pénible et sous-payé... Au Technocentre, comme nous, ils et elles travaillent sur le même lieu de travail : ils et elles doivent avoir un CDI Renault.

ÉLECTRICITÉ : UNE ARNAQUE INJUSTIFIABLE

Bousculé par les gilets jaunes, le gouvernement a reporté à juin la hausse prévue en janvier : + 5,9%, soit 50 à 100 € de plus par an, selon les foyers. Là-haut, ils ne voient pas où est le problème. Ils ne le voyaient pas non plus pour les 5 € d'APL en moins. Et ce n'est pas fini : une autre hausse de 1 % se prépare au 1^{er} août. Selon plusieurs associations de consommateurs ces augmentations servent avant tout « à faire vivre la concurrence » ; en clair, garantir les profits des opérateurs privés. N'étant pas pour la plupart producteurs d'électricité, ils en achètent à EDF à un « prix d'ami » garanti par la loi, ce qui leur permet des tarifs compétitifs. Un comble quand on pense à tous ceux qui nous rabâchent que la concurrence fait baisser les prix !

BAISSE DES PENSIONS DE RETRAITES : MOBILISATION !

Le 12 juin à l'Assemblée nationale, Édouard Philippe a confirmé sa volonté d'accélérer les attaques contre nos retraites. Le rapport annuel du Comité d'orientation des retraites (COR) devait être présenté en juillet mais, comme par hasard, il a été publié en même temps que ses annonces. Sur la base de prévisions « à l'horizon 2070 » tout à fait fantaisistes, le COR annonce un déficit des retraites de 10 milliards en 2019 et un retour à l'équilibre ... en 2042 ou 2056 ! Comme ses prédécesseurs, le gouvernement instrumentalise ces « études » pour justifier des reculs sociaux. Alors qu'il organise lui-même, par les baisses et exonérations des cotisations patronales, les déficits donc la casse du système de retraites par répartition. Des « recommandations » pour un régime unique par points

seront dévoilées à la mi-juillet : la pension ne sera plus proportionnelle à un salaire de référence. Il ne sera donc pas possible de connaître le montant de sa pension qui dépendra de la valeur du point fixée chaque année par le gouvernement.



RECUIL DE L'ÂGE DE LA RETRAITE : MOBILISATION !

La durée de cotisation pour une retraite à taux plein devait s'allonger d'un trimestre tous les trois ans entre 2020 et 2035. Pour Macron, ce rythme devrait être encore plus rapide ; des mesures pour retarder les départs à la retraite devraient être prises dès 2020, soit cinq ans avant l'application de la contre-réforme aux futurs retraités. Après une polémique au sein du gouvernement, il a concédé que l'âge légal de départ à la retraite sera maintenu à 62 ans. Car cela a peu d'importance : le gouvernement veut fixer un « âge d'équilibre » (évolutif au gré des prévisions économiques) du départ en retraite, avant lequel un malus sera appliqué au montant de la pension, et un bonus après. Les chômeurEs, précaires, malades, sans possibilité de repousser leur départ, toucheront une pension encore plus misérable que leurs faibles revenus. En pratique, la quasi-totalité des salarié(e)s devra travailler beaucoup plus longtemps. Travailler jusqu'à la mort ? Non merci !

REFORME ANTI - CHOMAGE OU ANTI - CHOMEURS ?

L'objectif de la réforme de l'assurance chômage est l'affichage d'une baisse du nombre officiel de chômeurEs. Il faudra avoir travaillé 6 mois sur une période de 24 mois au lieu de 4 mois sur une période de 28 mois. Cette réforme va exclure de l'assurance chômage plusieurs centaines de milliers de chômeurEs. Les jeunes vont être massivement touchés. Il faudra aussi avoir travaillé six mois au lieu d'un mois pendant sa période de chômage pour voir son indemnisation prolongée d'autant. Au-delà d'un salaire mensuel de 4 500 euros, l'indemnisation sera réduite de 30 % à partir du septième mois jusqu'à un plancher d'indemnisation de 2 261 euros net. Le gouvernement vise 3,4 milliards d'économies d'ici fin 2021. Mille conseillers Pôle emploi seront recrutés ... à peine davantage que les 800 supprimés par le gouvernement en 2018. Ces mesures aggraveront une situation où, aujourd'hui, moins d'un chômeurE sur deux est indemnisé, et plus de 6,5 millions de chômeurEs et précaires pointent à Pôle emploi, soit 25 % de la population active.

LA DETTE ECOLOGIQUE DU CAPITALISME

Les pics de chaleur seront de plus en plus forts. Avec la dernière canicule, on voit qu'il y a bien urgence climatique. Pour défendre à la fois la vie sur terre et nos emplois, orienter l'économie, l'agriculture et les transports vers les besoins sociaux et l'écologie, exproprier les capitalistes c'est un minimum ...

Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt
4 juillet 2019